

Les étudiants de Stanford votent le désinvestissement

Ce communiqué a été actualisé pour expliquer comment la Présidente et la vice-présidente ont été favorables à un deuxième vote pour différentes raisons (2 février 2015, 15h10)

STANFORD, Californie – le 17 février, le Conseil du premier cycle de l'université de Stanford a voté par 10 voix contre 4 et une abstention, une résolution de désinvestissement de l'occupation des territoires palestiniens. La résolution, intitulée « Une Résolution de désinvestissement des entreprises qui violent les droits humains en Palestine occupée », appelle Stanford à cesser d'investir dans des multinationales qui aident les violations des droits humains dans les territoires palestiniens occupés.

La présidente du Conseil et la vice-présidente ont présenté une motion visant à reconsidérer la résolution après qu'elle ait subi de peu une défaite par une voix la semaine dernière (9 pour, 1 abstention, 5 contre). La Présidente a déclaré que l'ambiance hostile des opposants au désinvestissement créée lors de la séance de la semaine dernière avait fait obstruction à sa capacité de voter clairement, tandis que la vice-présidente a déclaré qu'elle n'avait pas eu assez de temps pour traiter les amendements déposés la semaine dernière. Elles ont toutes les deux demandé à pouvoir mettre leur vote en conformité avec leur véritable opinion. Lors du premier vote, elles avaient respectivement voté contre et abstention. Après que leur motion de reconsidérer le vote ait triomphé à la séance de mardi, elles ont changé pour « pour » et « abstention ». Le nouveau vote s'est déroulé après une séance de deux heures et s'est conclu par un vote historique en faveur du désinvestissement, 10 membres du Conseil votant

en soutien, un s'abstenant et 4 étant contre.

Les organisateurs de la campagne ont été surpris que le Conseil décide de revoter et ont exprimé leur enthousiasme face au résultat.

« Après des mois de dur travail, il est gratifiant de constater que le Conseil répond à notre appel et renforce nos efforts pour le désinvestissement » a dit l'étudiante de deuxième année Ramah Awad. « Notre prochaine étape est de faire pression sur le Conseil d'Administration pour qu'il nous suive. Nous demandons au Conseil d'Administration et directement à son président Hennessy : « Allez-vous écouter la voix des étudiants ? »

Un autre étudiante a exprimé son soutien aux membres du Conseil qui ont décidé de reconsidérer leur vote.

« Les étudiants de la campagne contre le désinvestissement nous ont écrit en reconnaissant leur comportement 'haineux et vindicatif' lors de la séance de la semaine dernière » a dit l'étudiant de cycle supérieur Manny Thompson. « Nous apprécions le fait que la présidente et la vice-présidente se soient exprimé sur les manœuvres d'intimidation qui les ont empêchées de voter en toute conscience et que le Conseil ait finalement réaffirmé son soutien majoritaire pour le désinvestissement ».

La résolution vise les multinationales et identifie les multiples acteurs complices de violations contre les Palestiniens qui vivent sous occupation, dont les gouvernements d'Israël, d'Égypte, le Hamas et l'Autorité Palestinienne. La résolution établit que le Conseil des étudiants de premier cycle n'est pas lié au mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) et affirme le droit de vivre en sécurité et en auto-détermination tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens.

La résolution a été portée par la coalition « Stanford Hors de la Palestine Occupée » (S00P). La coalition est composée de 19 groupes étudiants dont l'Union des Étudiants Noirs, MEChA et les Étudiants de Stanford pour la Libération LGBT. La résolution a appelé l'Université à évaluer ses investissements et à désinvestir des entreprises entrant dans les critères suivants :

1. Contribuer au maintien de l'infrastructure illégale d'occupation israélienne, en particulier les colonies et le mur de séparation.
2. Faciliter la punition collective de civils palestiniens par Israël et l'Égypte.
3. Faciliter la répression d'État contre les Palestiniens par les forces de sécurité d'Israël, de l'Égypte ou de l'Autorité Palestinienne.

Stanford Hors de la Palestine Occupée s'est unie dans la poursuite d'un désinvestissement sélectif en réponse à l'appel de la société civile palestinienne visant à exercer une pression économique pour mettre fin aux violations de ses droits humains fondamentaux. En sept semaines, la campagne de S00P a bénéficié d'un immense soutien étudiant ; plus de 1 600 étudiants de Stanford ont signé la pétition de S00P.

Avec le vote de mardi, Stanford rejoint le nombre croissant de conseils étudiants – les plus célèbres étant l'Association des étudiants de l'université de Californie – qui répondent à un appel de la société civile palestinienne au désinvestissement. Après ce vote, S00P va agir avec les membres du conseil étudiant de Stanford pour faire pression sur le Conseil d'Administration afin qu'il désinvestisse des violations des droits humains palestiniens.

« En tant qu'étudiant dans le mouvement, j'ai hâte d'engager le campus de façon continue dans cette discussion » a dit l'étudiante de première année Natasha Patel, « Nous n'avons

pas fini d'élever le niveau de réponse à l'appel du peuple palestinien ni de pousser notre université à revoir ses investissements d'un point de vue éthique ».

Contacts Presse: Ekelia Autry eauntry@stanford.edu; Sherif Ibrahim sherif10@stanford.edu

Traduction SF pour l'AURDIP